



Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Modalités de collaboration entre les
communes et la communauté de
communes

-

Charte de Gouvernance

PRÉAMBULE

Depuis juin 2009 la Communauté de communes Pays de Lapalisse (CCPL) est dotée d'un plan local d'urbanisme intercommunal. Elle souhaite aujourd'hui le réviser.

L'intérêt de réviser ce document d'urbanisme à l'échelle intercommunale réside dans le fait de **prendre en considération l'évolution des enjeux communaux et intercommunaux entre l'élaboration de 2009 et aujourd'hui, et de se mettre en conformité avec le cadre législatif nouveau**. En effet, ces différents enjeux doivent **s'harmoniser** en prenant en compte les différents intérêts du territoire, le but étant de réaliser un **projet commun à l'ensemble des communes**, dans un objectif de développement durable énoncé, entre autre dans les lois Grenelle de 2010.

Le PLUi ne doit pas tomber dans le travers de la juxtaposition de projets communaux sans lien ni cohérence entre eux. La procédure de révision du PLUi doit donc comprendre des **démarches ascendantes et descendantes** entre les communes et l'intercommunalité.

Le PLUi est un projet partagé de développement d'où la volonté de mener une procédure poussée de concertation qui associe l'ensemble des parties prenantes, communes, habitants et acteurs du territoire.

L'article L.153-8 du code de l'urbanisme stipule que : « *Le plan local d'urbanisme est élaboré à l'initiative et sous la responsabilité de :*

1° L'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale, en collaboration avec les communes membres. L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale arrête les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant, à l'initiative de son président, l'ensemble des maires des communes membres ;

Si l'échelle intercommunale est incontournable, la commune n'en demeure pas moins la collectivité territoriale à partir de laquelle les territoires s'organisent et elle reste l'échelon pertinent du maintien et du développement de certains services de proximité. La question de la représentativité et de l'écoute de chacune des communes est donc très importante. C'est la raison pour laquelle cette charte est proposée à la signature de l'ensemble des Maires. Elle précise nos engagements en matière de gouvernance, entre la Communauté de Communes et l'ensemble des communes du territoire.

L'objet de la Charte de gouvernance est donc de définir les modalités de mise en œuvre de cette collaboration lors de la révision du PLUi entre les acteurs du territoire et dans le temps. Elle constitue un gage de réussite et un premier pas majeur dans le travail.

S'ADAPTER A LA DIVERSITÉ DU TERRITOIRE

La mise en place d'un PLUi permettra de fixer ensemble un socle commun de règles pour le bon développement en matière d'urbanisme du territoire, tout en préservant les identités communales. Il s'agira de faire du PLUi un outil adapté aux spécificités locales, tout en assurant une cohérence globale au travers du projet d'aménagement et de développement durable. L'objectif est d'adapter la réglementation de façon pertinente, en fonction des territoires.

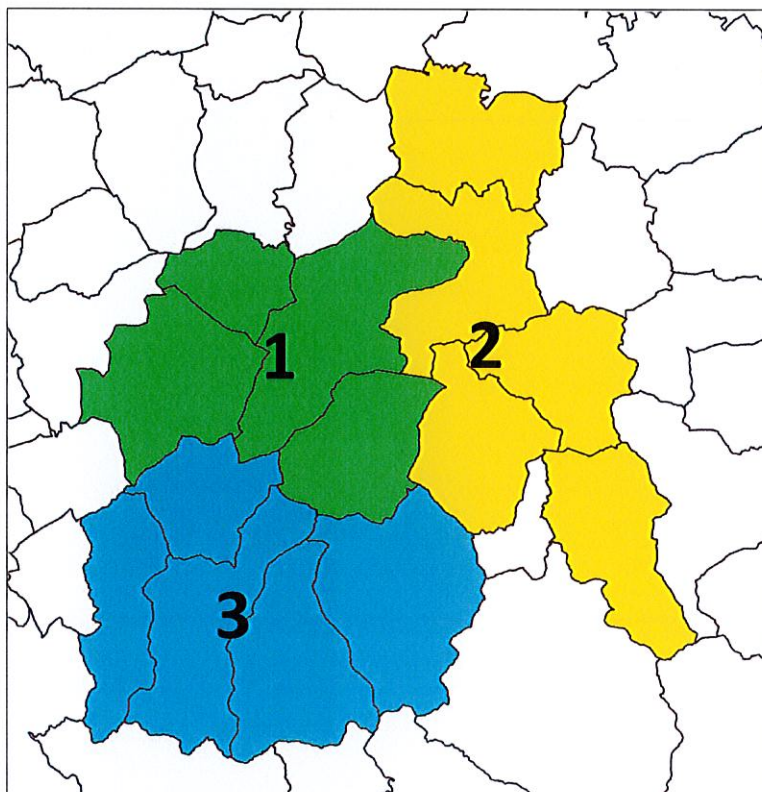
Certaines instances de travail mises en place s'appuieront donc, pour plus d'efficacité et de pertinence dans le travail d'analyse, sur trois secteurs où par ailleurs des habitudes de travail peuvent avoir émergées :

1) Secteur Ouest: Lapalisse ; Périgny ; Saint-Prix ; Servilly

2) Secteur Est: Andelaroche ; Barraix-Bussolles ; Bert ; Droiturier ; Saint-Pierre-Laval

3) Secteur Sud: Billezois ; Le Breuil ; Isserpent ; Saint-Christophe ; Saint-Étienne-de-Vicq

Cependant il ne s'agit pas de périmètres fixes. Ces secteurs pourront évoluer, en fonction des besoins et de leur pertinence selon les angles thématiques.



LES INSTANCES DE COLLABORATION

La collaboration menée avec les communes concernées par la révision du PLUi est principalement fondée sur les instances suivantes :

CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Composition réglementaire

Le **Conseil Communautaire** dispose de prérogatives dans la démarche. Il doit notamment prescrire le PLUi et les modalités de concertation avec la population, débattre sur le projet d'aménagement et de développement durable (PADD), valider chaque grande étape de la démarche, arrêter le projet avant enquête publique et approuver le document finalisé.

CONFÉRENCE DES MAIRES

Composition :

- Ensemble des maires de l'EPCI

La **Conférence des maires** est associée à la révision du PLUi. Elle :

- Définit la collaboration des communes
- Prend connaissance du projet de PLUi comprenant avis et observations du commissaire enquêteur
- Elle sera consultée et donnera son avis à chaque étape de la procédure

COMITÉ DE PILOTAGE (COPIL)

Composition :

- Président de l'intercommunalité
- 2 élus de chaque commune membre de l'EPCI dont les élus nommés dans la commission du logement, de l'environnement, des énergies renouvelables, de l'aménagement de l'espace et de l'urbanisme
- Directeur de l'intercommunalité + services selon thématique
- PPA selon thématique
- Secrétaires de mairie

Le Comité de pilotage, instance politique qui anime les réflexions thématiques. Il est chargé du pilotage et du suivi général de la démarche de révision.

Le Comité de Pilotage se réunira selon deux modalités :

- En Comité restreint (sans PPA et secrétaires de mairie) il actera le travail effectué et lancera les diverses étapes.
- En séance plénière, il sera amené à travailler en groupe sectorisé afin de mettre en évidence les éléments communs à l'ensemble du territoire ou leur diversité.

Il s'agit de la cheville ouvrière du processus. C'est par cette instance que transite l'ensemble des informations et données, que se dessinent les grandes orientations, le tout sous la conduite du bureau d'études. Cette instance est au centre du mouvement de va-et-vient entre les communes, à travers leurs représentants, et l'intérêt intercommunal.

COMITÉ TECHNIQUE (COTECH)

Composition :

- Commission + vices-présidents en charge de thématiques spécifiques
- Directeur de l'intercommunalité + services selon thématique
- Personnes Publiques Associées (PPA)
- Experts et personnes ressources

Le Comité technique nourrit la réflexion technique et thématique, s'assure de la faisabilité des propositions tout en contrôlant la qualité des données du bureau d'études. Il :

- Définit les thématiques d'intervention
- Définit les méthodes de travail et juge la qualité des données mobilisées
- Assure la transversalité de la démarche
- Est force de propositions
- Valide techniquement les documents produits

Il est composé des élus membres de la commission communautaire intitulée « Commission du logement, de l'environnement, des énergies renouvelables, de l'aménagement de l'espace et de l'urbanisme ». Cette commission a été désignée par le conseil communautaire en date du 17 juillet 2020. Elle est composée des membres suivants :

Président : M. Jacques de CHABANNES

- M. Yves PLANCHE (Billezois)
- M. Bernard MATICHARD (Saint-Christophe)
- M. Christian CACHARD (Le Breuil)
- M. Michel VIVIER (Bert)

- M. André LATOUR (Saint-Pierre Laval)
- M. Jérôme GROULY (Droiturier)
- M. Philippe FERBOS (Lapalisse)

CONSEILS MUNICIPAUX

Composition réglementaire

Chaque **Conseil municipal** :

- Débat sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (PADD)
- Donne son avis sur les OAP et le règlement

Afin d'assurer une véritable compréhension des enjeux et des choix politiques établis au niveau intercommunal, et de manière à ne pas nuire à la validation globale du processus, les conseils municipaux s'engagent à prendre connaissance des avancées, à débattre de celles-ci et à se faire force de propositions.

ÉLUS RÉFÉRENTS des COMMUNES

Composition :

2 élus de chaque commune-membre de l'EPCI

Pour assurer cette co-construction, les communes sont incitées à mettre en place une instance en interne, où les représentants de la commune seront invités à exposer les éléments et questionnements qui nourrissent le projet tout en assurant la remontée d'observations depuis l'échelon communal.

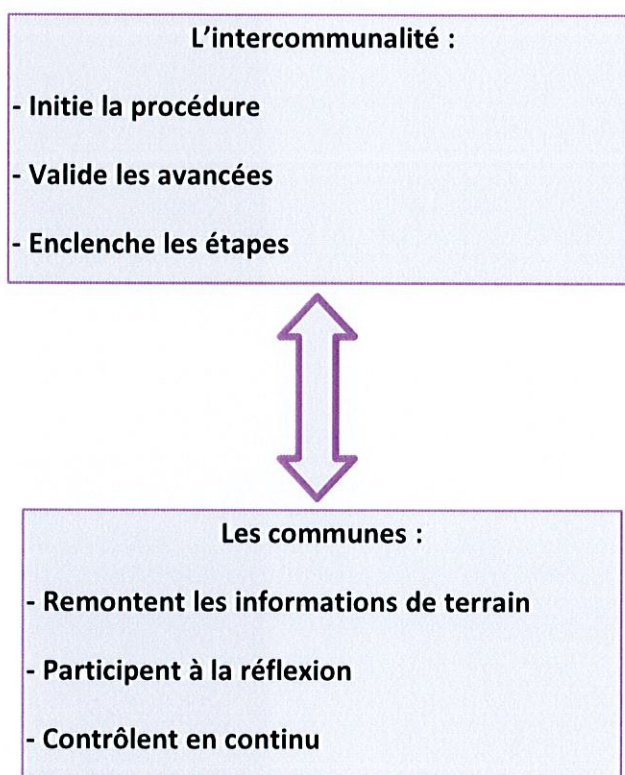
Ces élus référents font le lien entre le conseil municipal et la démarche intercommunale. Ils :

- Transmettent aux conseils municipaux les documents produits
- Font remonter la vision communale

LES MODALITÉS GLOBALES DE COLLABORATION

Travail collectif de construction du projet intercommunal

L'idée générale est d'associer de manière permanente les communes au projet global. Cela passe par la transversalité de certains élus qui sont présents à tous les niveaux du projet. Ces deux élus par commune ont pour mission d'assurer un mouvement ascendant en relayant les interrogations légitimes des communes, leurs visions mais aussi leurs remarques. Ils ont aussi la charge d'un mouvement descendant visant à transmettre les documents clefs aux conseils municipaux et à informer les autres élus communaux des avancées. Ce va-et-vient permanent est la clef de la réussite et de l'acceptation du projet.



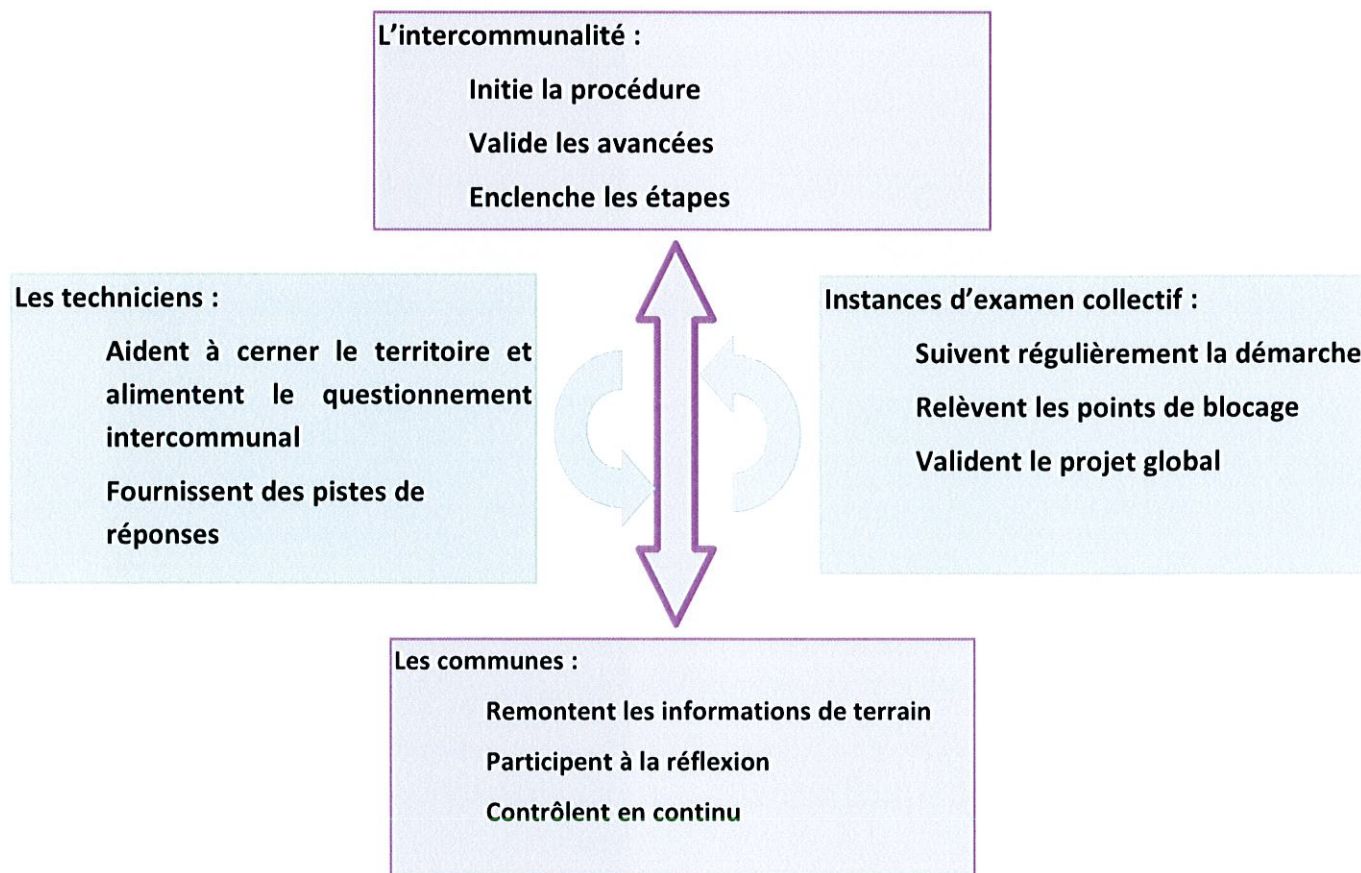
Travail itératif de construction du projet intercommunal

La gouvernance proposée aide l'intercommunalité à se saisir des questions techniques en épaulant le Comité de pilotage par un Comité technique réunissant les techniciens, des personnes publiques associées et diverses personnes ressources sous la direction du Bureau d'études.

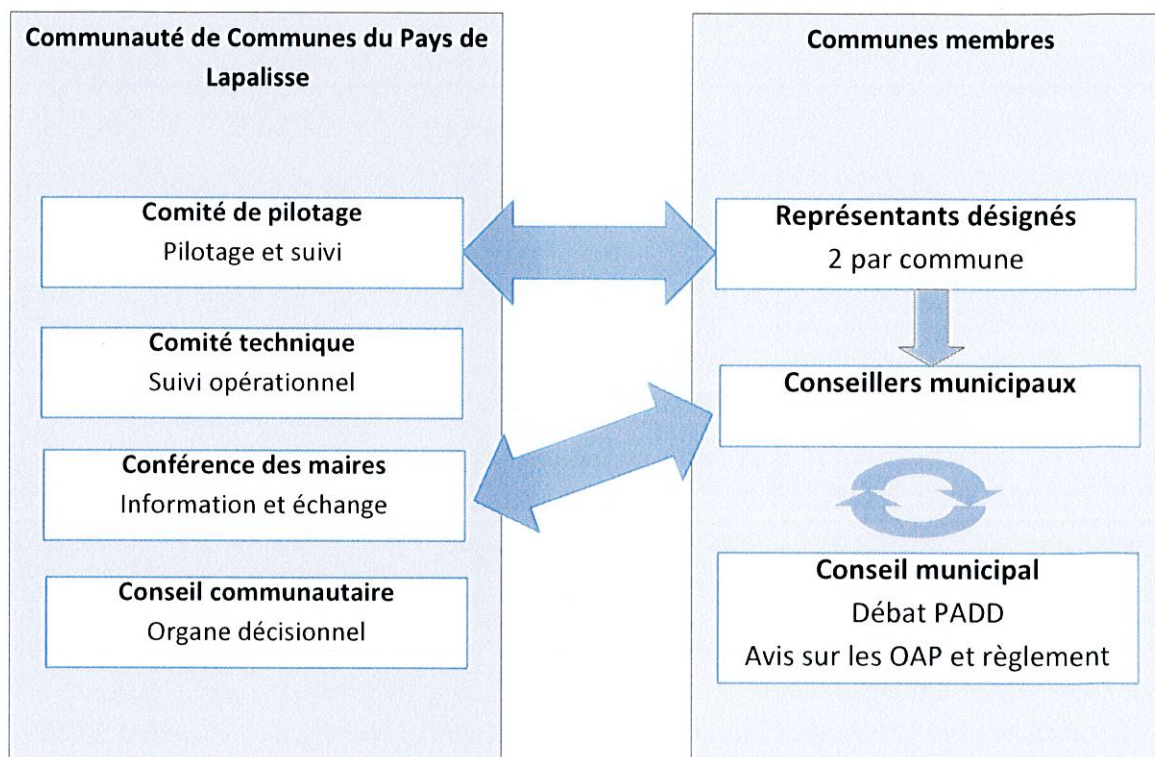
Le mouvement va du questionnement de l'intercommunalité, à travers son comité de pilotage, sa commission urbanisme et son conseil communautaire, aux éléments de réponse des techniciens. Ces pistes sont ensuite présentées, tant aux représentants élus des communes réunis au sein du Comité de pilotage en ateliers qu'à la population et son expertise habitante et associative. Ces échanges tendent à faire émerger un projet de territoire partagé.

Ce projet partagé est ensuite soumis à l'observation des communes appelées à se prononcer et à apporter leur connaissance pratique à travers l'animation par leurs élus référents au sein du projet.

La vision ainsi dégagée, co-construite et débattue par les élus, les techniciens et les habitants, est soumise à l'intercommunalité qui poursuit le processus itératif jusqu'à l'aboutissement de la démarche.



REPRÉSENTATION SCHÉMATIQUE DE LA GOUVERNANCE



LE RÔLE DU BUREAU D'ÉTUDES

Le rôle du Bureau d'études est d'accompagner la collectivité tout au long de la procédure, il n'a pas de rôle décisionnaire. C'est un appui dans la prise de décision. Il sera en charge de formaliser, au travers des différentes pièces du PLUi, le projet de territoire co-construit entre les communes et la communauté de communes. Il animera les différentes phases du projet et notamment les instances de travail.

ENGAGEMENT

Par ces dispositions, les élus du Pays de Lapalisse entendent affirmer qu'à travers la révision du PLU Intercommunal chaque commune soit pleinement partie prenante de la construction du projet du territoire communautaire sans pour autant entraver l'affirmation d'un véritable projet de territoire intercommunal, indispensable à la mise en œuvre d'un projet de développement durable.

<p>Le maire d'Andelaroche Madame RICHARD</p> 	<p>Le maire de Barraix-Bussolles Madame THEVENOUX</p> 	<p>Le maire de Bert Monsieur VIVIER</p> 
<p>Le maire de Billezois Monsieur PLANCHE</p> 	<p>Le maire de Droiturier Monsieur GROULY</p> 	<p>Le maire d'Isserpent Monsieur SALLES</p> 
<p>Le maire de Lapalisse Monsieur de CHABANNES</p> 	<p>Le maire du Breuil Monsieur PERROT</p> 	<p>Le maire de Périgny Monsieur HERVIER</p> 
<p>Le maire de Saint-Christophe Madame WALRAET</p> 	<p>Le maire de Saint-Étienne-de-Vicq Monsieur POTHIER</p> 	<p>Le maire de Saint-Pierre-Laval Monsieur COLLANGES</p> 
<p>Le maire de Saint-Prix Monsieur HANGARD</p> 	<p>Le maire de Servilly Monsieur GAUD</p> 	